



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le gouvernement prêt à parler d'autonomie en Guadeloupe

Il aura donc fallu les crispations dues à la gestion par l'état de la crise du Covid pour révéler le fort malaise latent dans Caraïbes sur fond de situation économique catastrophique.

Très affectée par l'utilisation du chlordécone dans les plantations de bananes, la population a perdu confiance dans la capacité de gestion de la santé des Antillais par l'état. Comment ne pas comprendre cette méfiance après l'utilisation massive de ce perturbateur endocrinien neurotoxique jusqu'en 1993, pourtant connu pour sa toxicité dès 1979 ?

En réaction, l'état central manie une fois de plus, comme à l'accoutumée en situation de crise, la carotte et le bâton.

Le bâton par l'envoi massif de forces surarmées pour maintenir l'ordre face à des éléments de la population civile. Le message est sérieux et ce gouvernement l'a démontré en métropole, il n'hésitera pas à tirer contre le Peuple antillais.

La carotte en évoquant l'autonomie des îles. Pourtant, le statut de celles-ci relève déjà de l'article 74 de la constitution, censé permettre une large autonomie.

En Alsace, ce statut relève du rêve inaccessible sachant que nous n'avons même pas réussi, à l'instar d'autres régions en métropole, à former une collectivité à statut particulier selon l'article 72 de la constitution et devons-nous contenter d'une piètre CeA.

Force est de constater, que dans notre système centralisé, sans transfert de véritables compétences et moyens, l'autonomie restera une chimère inatteignable. En effet, cette incontournable alternative de gouvernance, reposant sur la liberté mais aussi la responsabilisation locale, ne peut s'enclencher si l'exécutif d'idéologie centralisateur ne daigne lâcher les nœuds de véritables pans de son emprise.

Nous souhaitons maintenant que le gouvernement sorte des annonces et permette enfin la mise en place aux Antilles d'un plan pour une véritable autonomie avec les véritables moyens. La libération et valorisation des formidables énergies locales en dépend.

Unser Land souhaite force et courage aux Peuple antillais pour construire une société adaptée à leur environnement spécifique. Une véritable autonomie sera incontournable si l'on veut donner localement les moyens pour stopper la spirale du déclin.

Pour Alsace, nous espérons que cette réflexion et les négociations qui vont s'enclencher dans les îles puissent servir d'étincelle à de nouveaux horizons aux édiles qui confondent encore autonomisme et extrémisme. Qu'ils sachent que de notre point de vue, il n'y a pas pire extrémisme que celui des centralisateurs et de l'uniformisation.

Martin MEYER, secrétaire général d'Unser Land

UNSER LAND est un parti prônant un statut d'autonomie pour l'Alsace au sein d'une Europe des régions.

UNSER LAND est membre de la Fédération Régions et Peuples Solidaires (RPS) regroupant les principaux partis autonomistes, régionalistes et indépendantistes de l'hexagone.

UNSER LAND est membre de l'Alliance Libre Européenne (ALE) regroupant les principaux partis autonomistes, régionalistes et indépendantistes européens.

Contacts :

- Mail : communication@unser-land.org
- Site internet : <https://www.unserland.org>

Vous recevez cet email en raison de votre inscription à la liste de diffusion de Médias nationaux + régionaux.

[Je ne souhaite plus recevoir ces emails](#)

